

Double discrimination et double pression qui rendent la vie plus dure pour les femmes iraniennes

Le mois de septembre a été marqué par de nombreux cas de répression de femmes iraniennes et de discrimination à leur encontre, alors que ces femmes ne restaient pas silencieuses en organisant ou participant activement à au moins 42 manifestations.

Le bulletin de ce mois-ci examine les arrestations et les peines prononcées à l'encontre de femmes militantes, l'expulsion d'une journaliste, le blocage d'un projet de loi contre la violence à l'égard des femmes, les nouvelles mesures prises par le régime des mollahs pour empêcher les femmes d'entrer dans les stades et la pression supplémentaire exercée sur les femmes chefs des ménages iraniens qu'elles doivent supporter en raison de la faillite de l'économie.

Nouvelles arrestations de militantes

Amnesty International a appelé à la libération de femmes militantes détenues

Le régime iranien a poursuivi ses arrestations et emprisonnements injustifiés d'avocats et de militants des droits de l'homme. Amnesty International a publié une [déclaration](#) le 3 septembre 2018 avertissant que les arrestations d'avocats et de militantes des droits des femmes en Iran signalent une intensification de la répression de la société civile.

"Ces dernières arrestations constituent une tentative flagrante de réduire au silence les défenseurs des droits de l'homme en Iran", a déclaré Philip Luther, directrice de la recherche et du plaidoyer d'Amnesty International pour le Moyen-Orient et en Afrique du Nord.

«La situation des droits de l'homme en Iran a atteint le point de crise. Les expressions légères d'inquiétude ne suffisent pas. Nous appelons la communauté internationale à demander aux autorités iraniennes de mettre fin aux attaques contre les défenseurs des droits de l'homme, y compris les avocats et les militantes des droits des femmes. Il devrait exhorter les autorités à libérer immédiatement et sans condition les personnes récemment détenues et à veiller à ce que chaque détenu ait le droit de consulter un avocat de son choix dès son arrestation. »

Hoda Amid, Najmeh Vahedi, Rezvaneh Mohammadi

Le matin du 1er septembre 2018, Hoda Amid, avocate et militante des droits des femmes, et Najmeh Vahedi, autre militante des droits des femmes et diplômée en sociologie, ont été arrêtées par les forces de sécurité à leur domicile de Téhéran.

Les deux femmes avaient l'habitude d'organiser des ateliers pour que les femmes les éduquent à propos de leurs droits.

Rezvaneh Mohammadi, une autre militante des droits des femmes et étudiante en études de genre, a été arrêtée par les forces de sécurité le 3 septembre 2018, pour des raisons inconnues.

Mme Mohammadi a été transférée au quartier des femmes de la prison d'Evine après avoir été interrogée pendant près d'un mois.



Hajar Saeedi, Sorayya Khedri, Afsaneh Khorsandi

Les forces du renseignement ont arrêté Hajar Saeedi, une militante écologiste pour les droits des femmes kurdes à Sanandaj, le 5 septembre 2018, et l'ont transférée dans un lieu inconnu.

Sorayya Khedri a également été arrêté à Sanandaj par les forces de sécurité le 13 septembre 2018.

Aucune information spécifique n'est disponible sur le motif de l'arrestation de cette militante des droits civils et membre de l'organisation caritative Rojgar du Kurdistan. L'arrestation a toutefois fait suite aux efforts du régime pour réprimer la grève nationale et les manifestations des habitants des zones kurdes contre l'exécution de trois militants kurdes et les attaques de missiles du régime contre le siège de deux partis kurdes au Kurdistan irakien le 8 septembre 2018.

Des agents des services de renseignements à Mahabad ont effectué une descente dans la résidence de Afsaneh Khorsandi le 26 septembre 2018, puis l'ont arrêtée et transférée dans un lieu inconnu. On ne sait pas pourquoi elle a été arrêtée ni où elle a été emmenée.

La nouvelle vague d'arrestations de femmes militantes civiles et d'activistes kurdes a été lancée par le Corps des gardes de la révolution pour intensifier le climat de peur et de terreur qui règne dans les zones habitées par les Kurdes.

Neuf femmes arrêtées pour leur foi

Neuf femmes ont été arrêtées à Chiraz, Ispahan et Karaj en raison de leur foi bahaïe.

Nora Pourmoradian, une résidente bahaïe de Chiraz, a été arrêtée le 16 septembre 2018 par des agents du Département du renseignement et transférée au centre de détention de ce département.

Mme Soudabeh Haghighat a également été arrêtée à son domicile dimanche soir, le 16 septembre 2018, alors que sa famille et ses proches se préparaient pour les obsèques de sa grand-mère.

Plus tôt samedi 15 septembre 2018, deux autres femmes, Bahareh Ghaderi et Elaheh Samizadeh, ont été arrêtées à Shiraz.

Bahareh Ghaderi a été arrêtée lorsque des agents du ministère des Renseignements ont fait irruption dans la classe de psychologie de son mari, M. Navid Bazmandegan. Après l'inspection de leur résidence et la confiscation de leurs effets personnels, ils ont transféré le couple bahaï dans un lieu inconnu, laissant derrière eux leur fille de trois ans aux prises avec un cancer.

Bahareh Zeini (Sobhanian), Sepideh Rouhani et Foujhan Rashidi ont été arrêtées le 23 septembre 2018 à Baharestan, dans la province d'Ispahan.

Le dimanche 16 septembre 2018, des agents du ministère du Renseignement ont effectué une descente dans une classe d'éducation relative à l'environnement organisée dans la résidence de Ramin Sadeghi, dans la banlieue d'Andisheh, à Karaj.

Maryam Ghaffarmanesh, enseignante de classe, et Mme Jamileh Pakrou figuraient parmi les personnes arrêtées qui ont ensuite été transférées à la prison d'Evin.



Femmes condamnées ou convoquées au tribunal

Arezoo Sahraii and Maryam Asadloo summoned

Deux femmes, Arezoo Sahraii et Maryam Asadloo, figuraient parmi les 35 manifestants convoqués pour être jugés par la première chambre du tribunal de Khoy, dans la province d'Azerbaïdjan occidental.

Arrêtées pour avoir participé à la manifestation le 1er janvier 2018 à Khoy, elles seront poursuivies en justice pour tout ou partie des allégations suivantes: "Collusion et conspiration contre la sécurité nationale";

"propagande contre l'Etat", "insulte au guide suprême (des mollahs)", "Propagande faussant l'opinion publique", "troubles à l'ordre public"; et "violation de la paix du public".

Les détenues ont été brutalisées, insultées et humiliées au moment de leur arrestation et ont reçu l'ordre de ne pas fournir d'informations sur leur arrestation.

Soha Mortezaei sentenced to 6, Maryam (Massoumeh) Mohammadi to 7 years in prison

Soha Mortezaei, étudiante diplômée en sciences humaines et secrétaire du Conseil central des étudiants de l'université de Téhéran,

a été condamné à six ans d'emprisonnement par la 26e chambre du tribunal révolutionnaire de Téhéran et à deux ans de suspension de l'adhésion à des partis et à des groupes politiques.

Soha Mortezaei a été arrêtée chez elle le 4 janvier 2018 par les forces de sécurité pour avoir enquêté sur le statut d'étudiants arrêtés entre décembre et janvier. lors des manifestations à l'échelle nationale.

Maryam (Massoumeh) Mohammadi, une prisonnière politique de Fereydunkenar âgée de 22 ans, a été jugée le 15 septembre 2018 et a été condamnée à purger sept ans à la prison de Babol pour "propagande contre le régime".



Aliyeh Eghdam-Doost condamné à une peine de neuf mois de prison avec 74 coups de fouet

Aliyeh Eghdam-Doost, enseignante et membre du Syndicat des retraités (enseignants), a été condamnée à 9 mois de prison et à 74 coups de fouet.

Mme . Aliyeh Eghdam-Doost faisait partie des six enseignants arrêtés lors d'une réunion de protestation d'enseignants à Téhéran le 10 mai. Son procès a eu lieu le 5 septembre et le verdict a été rendu le 15 septembre 2018 par la 1060ème chambre du tribunal pénal de Téhéran.

Les six enseignants arrêtés lors de la manifestation du 10 mai à Téhéran ont été reconnus coupables de "perturbation de l'ordre public en participant à des rassemblements illégaux"; et "défiance aux officiers en service", pour avoir exigé que leurs salaires soient augmentés au-dessus du seuil de pauvreté.



Rouhiyeh Nariman condamnée à une peine de deux ans et demi de prison

Une femme bahaïe résidant à Chiraz sous le nom de Rouhiyeh Nariman a été condamnée à une peine de deux ans et demi de prison par la 17^e chambre de la Cour de révision de cette ville.

À l'heure actuelle, de nombreuses femmes bahaïes sont derrière les barreaux à cause de leur foi. Elles sont privées de leurs droits fondamentaux et sont constamment harcelées ou insultées par des agents de sécurité. Le bahaïsme est considéré comme une religion illégale en Iran et ses adhérents sont privés de leurs droits à l'éducation, à l'emploi et à la pratique de leur religion.

Les autorités renforcent la pression sur les prisonniers

Sotoudeh Fazeli détenue illégalement malgré son grand âge

Sotoudeh Fazeli est une prisonnière politique détenue à la prison d'Evin malgré son grand âge. Les autorités pénitentiaires ont rejeté sa libération conditionnelle.

L'enseignante à la retraite, âgée de 66 ans, souffre d'un cancer et d'une thalassémie. Elle doit être libérée de prison conformément à la loi car elle a plus de 55 ans.

Elle a été enseignante et directrice d'école pendant 30 ans. Elle a été arrêtée par des agents du ministère des Renseignements au printemps 2010 alors qu'elle quittait le pays pour rendre visite à ses fils au camp.

Ashraf, Irak. Sotoudeh Fazeli a de nouveau été arrêtée le 29 juin 2016 et transférée à la prison pour femmes de la prison d'Evin. Elle a ensuite été mise en disponibilité en juin 2017.

Après que sa demande de libération conditionnelle ait été rejetée, elle a été renvoyée à la prison d'Evin le 21 mai 2018. Sotoudeh Fazeli n'a même pas été autorisée à rendre visite à sa mère mourante.

Son frère, Seyed Shamseddin Fazeli, a été arrêté en 1981 à l'âge de 20 ans et finalement exécuté en 1985, sans en informer sa famille.

Nasrin Sotoudeh continue de défier les menaces et le harcèlement judiciaire

L'avocate iranienne et militante des droits de l'homme Nasrin Sotoudeh a fait face à diverses formes de pression au mois de septembre, mais a réagi avec force.

Sa détention provisoire de trois mois a été prolongée pour la deuxième fois le 1^{er} septembre 2018. Elle a été informée de trois nouvelles accusations, en plus des cinq précédentes.

Son mari, Reza Khandan, a également été arrêté et détenu le 4 septembre 2018 par des agents du ministère du Renseignement iranien.

À la mi-septembre, Mme Sotoudeh a refusé de signer un engagement écrit déclarant qu'elle porterait le voile de la tête aux pieds tout en accueillant des visiteurs, renonçant ainsi au droit de visite de sa famille pour protester contre la demande du procureur.

Le 16 septembre, la fille de Nasrin Sotoudeh, Mehraveh Khandan, a également été menacé d'être privée de rendre visite à sa mère si elle ne faisait pas correctement observer le voile. La menace a été faite quand elle et son frère étaient allés à Evin rendre visite à leur mère.



À la fin du mois de septembre, Nasrin Sotoudeh a déposé une plainte auprès de la Cour des juges SSF contre Mohammad Moghisseh, le juge président son affaire.

Nasrin Sotoudeh a accusé Mohammad Moghisseh d'avoir rendu des verdicts en dehors des actes d'accusation, d'avoir manqué à l'impartialité, d'avoir ordonné des arrestations illégales, etc. (Agence de presse officielle IRNA - 30 septembre 2018)

Un avocat habile, Nasrin Sotoudeh, considère son arrestation comme injuste.

En août, elle a envoyé une lettre ouverte expliquant les raisons de son refus de comparaître devant le tribunal et de présenter sa défense. Elle n'a pas non plus accepté d'être libérée sous caution.

Détenue depuis le 13 juin 2018, Nasrin Sotoudeh a entamé une grève de la faim le 25 août, pour protester contre les accusations portées contre elle à la sécurité nationale et contre le harcèlement des forces de sécurité à l'encontre de sa famille et de ses amis.

Le 3 octobre, elle a mis fin à sa grève de la faim qui lui avait épuisé ses forces et qui lui a fait perdre conscience alors qu'elle montait dans les escaliers, accompagnée d'un compagnon de cellule tout le temps.

Mahin Taj Ahmadpour a entamé une grève de la faim

Mahin Taj Ahmadpour, une prisonnière politique détenue à la prison de Nashtarud, a entamé une grève de la faim le 10 septembre 2018 pendant 16 jours pour protester contre le refus de son assistance médicale, son absence d'appels téléphoniques et son inculpation.

Mme Taj Ahmadpour souffre d'une carence en plaquettes sanguines. Elle est suspectée de développer une leucémie et doit recevoir sept unités de sang chaque mois.

Malgré les ordonnances du médecin, les autorités pénitentiaires l'empêchent d'aller à l'hôpital pour des examens médicaux et des traitements.

Mahin Taj Ahmadpour, 46 ans et vendeur ambulante de Tonekabon, a été arrêtée lors des troubles et des soulèvements populaires de l'année dernière. Mme Ahmadpour a été condamnée à 10 mois d'emprisonnement.



40 femmes journalistes et membres du personnel licenciés par l'agence de presse ANA

Toutes les femmes journalistes et membres du personnel administratif de l'agence de presse ANA, appartenant à la soi-disant université islamique Azad (libre), ont été licenciées le 18 septembre 2018, uniquement à cause de leur sexe.

Une source bien informée à ANA a déclaré: «Les expulsions ne sont pas dues à des raisons professionnelles, mais la direction de l'agence de presse a limogé non seulement les journalistes, mais également tous les membres du personnel féminin de la section administrative simplement parce qu'ils sont des femmes.»

La plupart des femmes journalistes licenciées par l'ANA avaient plus de trois ans d'expérience professionnelle.

«Assurer la sécurité des femmes» coincées dans un labyrinthe

Lors d'une réunion tenue le 18 septembre 2018 pour examiner le projet de loi sur la sécurité des femmes, Parvaneh Salahshouri, membre du parlement des mollahs, a révélé que "le projet de loi intitulé" Élimination de la violence à l'égard des femmes "a été renommé pour la première fois.

Assurer la sécurité des femmes, cela fait deux ans et demi que le projet de loi est censé être renvoyé au Parlement, mais il est bloqué dans un labyrinthe incomparable avec tout autre projet de loi ou plan ».

Critiquant la conduite du parlement concernant le projet de loi relatif à la sécurité des femmes, M. Salahshouri a ajouté: "À notre arrivée au Parlement, ils ont déclaré que le projet de loi était déjà à l'examen depuis cinq ans. La direction présidentielle chargée des femmes et de la famille a apporté des modifications et renvoyé au gouvernement pour qu'il soit envoyé au parlement.

Le projet de loi a toutefois été redirigé vers le pouvoir judiciaire car il contenait des éléments incriminants qui devaient être examinés par le pouvoir judiciaire. " (Agence de presse officielle IRNA - 18 septembre 2018)

Salahshouri a également révélé: "Nous constatons aujourd'hui que la violence (contre les femmes) a été institutionnalisée." (L'agence de presse gouvernementale ILNA - 18 septembre 2018)

Parastoo Sarmadi, un expert du régime sur la question, a déclaré à la réunion: "L'Iran dispose de l'une des statistiques les plus élevées sur la violence à l'égard des femmes, ce qui rend l'adoption du projet de loi sur la sécurité des femmes encore plus urgente".

Les fans de football féminines sont confrontées à de nouveaux obstacles

Le 17 septembre 2018, les autorités ont réitéré l'interdiction des femmes dans les stades sportifs avant le match de la Ligue asiatique opposant Persepolis à Téhéran et Ad-Dahil au Qatar.

Farhad Nikoo-khesal, responsable du stade Azadi à Téhéran, a déclaré: "Nous prenons les mesures nécessaires depuis un mois, pour que tous les spectateurs soient examinés de près avant d'entrer dans le stade Azadi."

"Alors que nous allons examiner les spectateurs en termes de billets, les forces de sécurité féminines vont également être postées à la porte d'entrée du stade Azadi pour s'assurer que l'entrée des femmes dans le stade en portant le maquillage des hommes sera empêchée", a ajouté Nikoo-khesal. (Agence de presse officielle ISNA - 17 septembre 2018)

Des policiers féminins et des policiers à cheval ont également été déployés le 27 septembre 2018 pour empêcher les femmes d'entrer dans le stade Azadi de Téhéran pour assister au match opposant les deux équipes les plus populaires de la capitale.

Les médias officiels ont écrit: "Les femmes policiers sont présentes aux portes du stade Azadi pour identifier les supporters féminines habillées dans des tenues pour garçons afin d'intervenir et de régler le problème si quelqu'un était soupçonné." (L'agence de presse officielle ROKNA - 27 septembre 2018)

Selon d'autres rapports, 500 caméras de surveillance CCTV des caméras ont été utilisées pour identifier et empêcher les femmes d'entrer par les portes.

Malgré le contrôle étroit exercé par les forces de sécurité de l'État, une fille courageuse appelée Bahareh Khosraviani a été en mesure d'entrer dans le stade avec un maquillage malgré tout pour regarder en personne son équipe favorite.



Championne d'Asie, l'équipe nationale de futsal féminine iranienne manque de financement

L'équipe nationale de football féminine iranienne n'a pas de sponsor et la ligue de futsal féminine est confrontée à divers problèmes depuis sa création à la mi-septembre.

On s'attendait à ce que remporter le championnat d'Asie attire des sponsors financiers. Non seulement cela n'a pas eu lieu, mais le nombre de contrats a été inférieur à celui de l'année dernière. L'Université Azad de Téhéran, par exemple, s'est retirée du parrainage du futsal féminin.

La première semaine de la ligue de futsal féminin a donc débuté alors que nombre de stars de l'équipe nationale n'avaient aucune équipe.

La situation financière des joueuses est également mauvaise et leur championnat en Asie n'a pas augmenté leurs salaires.

Shahzad Mozaffar, ancienne entraîneuse de l'équipe nationale de football féminin iranienne, a quitté le pays à la mi-septembre pour le Koweït où elle a signé un meilleur contrat. Elle a quitté essentiellement en raison du manque de stabilité financière dans les clubs iraniens et du manque de sécurité de l'emploi.

Farzaneh Tavassoli, la gardienne de but de l'équipe nationale de football féminin iranienne, a également déclaré: «Les joueuses de futsal en ont marre, car les offres cette année sont inférieures à celles de l'année dernière, alors que tous les prix ont fléchi à plusieurs reprises. Au lieu de recevoir des offres plus élevées, les joueurs jouent soit sur des contrats similaires à ceux de l'année dernière, soit sur des contrats moins rémunérés.» (Agence de presse officielle IRNA - 22 septembre 2018)

Les femmes chefs de ménage subissent une double pression économique

En raison de la détérioration de la situation économique en Iran, les femmes chefs de ménage ont subi une double pression économique au cours des derniers mois. La rentrée scolaire a également ajouté les dépenses liées à l'éducation de leurs enfants.

Rouhollah Babaii, président du comité social du parlement des mollahs, a admis, que "La plupart des dommages que nous voyons dans ce domaine ne peuvent en aucun cas être réparés" (The salamatnews.com - 18 septembre 2018)

Donner du soutien à ces femmes se fait attendre depuis longtemps, les femmes chefs de famille gagnent souvent très difficilement leur vie, même si elles reçoivent une aide de la part de parents ou de connaissances.

Les aides occasionnelles et insignifiantes, telles que les prêts et les subventions, contribuent à améliorer les conditions de vie des femmes chefs de ménage.

Selon des responsables gouvernementaux, il y aurait au moins 3,5 millions de femmes chefs de ménage en Iran, dont 82% sont au chômage et vivent en dessous du seuil de pauvreté.

Seule une petite partie des femmes chefs de ménage sont couvertes par la Welfare Organization et perçoivent une maigre indemnité mensuelle de 70 000 toumans, soit moins de 10% du salaire minimum de 930 000 toumans, alors que le seuil de pauvreté en Iran est actuellement de 5 millions. (Agence de presse officielle IRNA - 22 novembre 2015)

Un responsable du gouvernement à Kermanshah a admis: "Nous avons souvent vu une femme chef de famille contrainte de prendre des mesures non conventionnelles, la plus courante étant la vente de reins". (Agence de presse publique Mehr - 8 octobre 2015)

